

PREFECTURE DE LA SOMME

Commune d' :
ESTREES sur NOYE

Carte **C**ommunale

PORTER A LA CONNAISSANCE

RAPPORT
reprenant la synthèse des avis

Décembre 2004



Direction Départementale de l'Équipement de la Somme
V.H.U. M.U. - Ville Habitat Urbanisme - Mission Urbanisme
CENTRE ADMINISTRATIF DÉPARTEMENTAL, 1 BOULEVARD DU PORT.
BP 2612 - 80026 AMIENS CEDEX 1 - TÉLÉPHONE: 03 22 97 21 00 FAX: 03 22 97 21 60



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

direction
départementale
de l'équipement



service
Ville Habitat Urbanisme
Mission
Urbanisme

Commune d'Estrées-sur-Noye

Elaboration d'une carte communale

PORTER A CONNAISSANCE

Établi le 16/12/2004

SOMMAIRE

1	Enjeux identifiés sur le territoire	6
2	Règles d'occupation des sols.....	7
2.1	Principes généraux d'urbanisme	7
2.1.1	Article L 110 du code de l'urbanisme.....	7
2.1.2	Article L 121-1 du code de l'urbanisme	7
2.2	Normes et Documents d'urbanisme de valeur supérieure a la carte communale	8
2.3	Règles nationales d'urbanisme d'ordre public	8
2.3.1	Sécurité, salubrité.....	8
2.3.2	Desserte et accès des terrains.....	8
2.3.3	Protection des sites archéologiques et des écosystèmes.....	9
2.3.4	Aspect des constructions.....	9
2.4	Servitudes d'utilité publique.....	10
2.4.1	Servitudes relatives à la conservation du patrimoine.....	10
2.4.2	Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements	10
2.4.3	Servitudes relatives à la défense nationale.....	10
2.4.4	Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques.....	11
3	Données susceptibles d'orienter les choix de la commune	11
3.1	Patrimoine, environnement et paysage	11
3.1.1	Contraintes archéologiques.....	11
3.1.2	Contraintes environnementales	11
3.2	Nuisances, risques.....	11
3.2.1	Établissements classés.....	11
3.2.2	Exploitations agricoles.....	12
3.2.3	Inondations.....	12
3.2.4	Éoliennes	12
3.3	Voirie, réseaux divers	12
3.3.1	Remarques générales.....	12
3.3.2	Assainissement.....	13
3.3.3	Eau potable.....	13
3.3.4	Lutte contre l'incendie.....	13
3.3.5	Électricité	14
3.3.6	Télécommunications	14
3.3.7	Emplacements réservés :	14
3.4	Habitat.....	14

3.5	Déplacements	14
3.5.1	Infrastructures routières	14
3.5.2	Sécurité routière	15
3.5.3	Autres infrastructures	15
4	Annexes	15

Par délibération en date du 8 février 2002, la commune d'Estrées-sur-Noye a prescrit l'élaboration de sa carte communale.

Elle souhaite favoriser l'implantation de nouvelles constructions, dans un contexte raisonnable et dynamiser la commune par l'arrivée de nouvelles familles. En effet, depuis 1990, on constate une diminution du nombre de nouveaux administrés dans la commune.

Le présent document, rédigé en application des articles L 121-2, R 121-1 et R 121-2 du code de l'urbanisme, a pour objet de porter à la connaissance de la commune d'Estrées-sur-Noye les informations nécessaires à l'élaboration de son document d'urbanisme. Il a été élaboré par la DDE de la Somme en association avec les services listés ci-dessous :

Service	Adresse	Réponse
Direction Départementale de l'Équipement Service VHU	1, Boulevard du Port 80026 AMIENS Cedex 1	
Direction Départementale de l'Équipement Service DSO / BU	2-Rive droite de la Somme BP 840 80108 ABBEVILLE Cedex	
Direction Départementale de l'Équipement Service DSE / BU	56, rue Jules Barni 80 040 Amiens Cedex	
Direction Départementale de l'Équipement Service CLE	1, Boulevard du Port 80026 AMIENS Cedex 1	01/10/2003
Direction Départementale de l'Équipement Cellule Départementale d'Exploitation et de Sécurité	1, Boulevard du Port 80026 AMIENS Cedex 1	05/11/2003
Direction Départementale de l'Équipement Service Gestion de la Route	1, Boulevard du Port 80026 AMIENS Cedex 1	
Direction Départementale de l'Équipement Service Grands Travaux Routiers	1, Boulevard du Port 80026 AMIENS Cedex 1	06/08/2003
Direction Départementale de l'Équipement Subdivision d'Amiens	56, rue Jules Barni 80040 AMIENS Cedex	
Direction Régionale de l'Équipement Pôle Aménagement Transport	56 rue Jules Barni 80040 AMIENS Cedex 1	19/08/2003
Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine	5 rue Henri Daussy 80000 AMIENS	26/08/2003
Direction Régionale de l'Environnement de Picardie	56 rue Jules Barni 80040 AMIENS Cedex	05/09/2003

Service	Adresse	Réponse
Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Picardie	44 rue Alexandre Dumas 80026 AMIENS Cedex	
Direction Régionale des Affaires Culturelles Service Régionale de l'Archéologie	5 bis rue Henri Daussy 80044 AMIENS Cedex	
Agence de l'eau	200 rue Marceline Centre Tertiaire de l'Arsenal BP 818 59508 DOUAI Cedex	03/09/2003
Direction Régionale de Picardie de l'Office National des Forêts	15 Avenue de la Division Leclerc 60321 COMPIEGNE Cedex	
Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours d'Amiens	7 Allée Bicêtre BP 18 80026 AMIENS Cedex	05/08/2003
Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales	3, Boulevard de Guyencourt 80027 AMIENS Cedex	27/08/2003
Comité Départementale du tourisme de la Somme	21, rue Ernest Cauvin 80 000 AMIENS	
Délégation régionale au tourisme	4, rue Debray 80 000 AMIENS	
Chambre de Commerce et d'Industrie d'Amiens	6 boulevard de Belfort 80000 - AMIENS	
Chambre des métiers	Cité des Métiers RD 935 80 440 BOVES	
Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme Service de l'Aménagement de la Forêt et de l'Environnement	1, boulevard du Port 80039 AMIENS Cedex 1	12/09/2003
Chambre Départementale d'Agriculture	19 bis rue Alexandre Dumas 80096 AMIENS Cedex 3	12/08/2003
Direction Départementale des Services Vétérinaires	1, Boulevard du Port 80026 AMIENS	06/10/2003
Préfecture de la Somme Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de Protection Civile	Rue Jules Lardière 80000 AMIENS	29/08/2003
Ministère de la Défense Sépultures militaires de la Somme	Zone Artisanale 80340 BRAY-SUR-SOMME	05/09/2003
Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports	20, Square des 4 Chênes 80039 AMIENS Cedex	15/09/2003
R.T.E. Transports d'Électricité NORD-EST Groupe ingénierie / Maintenance Réseau	62 Rue Louis Delos TSA 71012 59709 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex	01/08/2003

Service	Adresse	Réponse
EDG /GDF	Centre de Distribution d'Amiens. 10 rue Macquet Vion BP 0633 80 000 Amiens	
G.D.F. Direction des transports Région Nord	Département Réseau Ouest Bvd de la République BP 34 62232 ANNEZIN	05/08/2003
SNCF Direction d'Amiens	29 rue Riolan-BP 1026 80010 AMIENS Cedex	
France Télécom Unité d'Infrastructure Réseau Picardie Nord	20 Avenue Paul Claudel 80050 AMIENS Cedex	07/08/2003
Télédiffusion de France	35 rue Léon Gambetta 59130 LAMBERSART	01/09/2003
BRGM	7, Anne Franck 80 136 RIVERY	
Direction Régionale de l'Aviation Civile de Picardie	Aérodrome de Beauvais-Tillé 60000 BEAUVAIS	02/09/2003
Institut Géographique National	44 bis rue Jean Bart 59019 LILLE Cedex	19/08/2003
Association Départementale de la Randonnée de la Somme	10 rue Damour 80250 AILLY-SUR-NOYE	

Le porter à connaissance étant élaboré en continu, il pourra le cas échéant faire l'objet de compléments qui seront transmis à la collectivité dans les meilleurs délais.

Le porter à connaissance doit être tenu à la disposition du public, tout ou partie des éléments qu'il contient pouvant être annexés au dossier d'enquête publique.

1 ENJEUX IDENTIFIÉS SUR LE TERRITOIRE

La commune d'Estrées-sur-Noye est située à une quinzaine de kilomètres au sud d'Amiens. Elle dépend du canton de Boves et fait partie de la communauté de communes du Sud Amiénois. Elle recense 255 habitants.

D'un point de vue environnemental, son paysage est dominé par un ensemble forestier ponctué de prairies en périphérie des bois. Ce paysage présente un intérêt écologique identifié par la zone d'intérêt écologique, faunistique et floristique du massif boisé du Roi et du Preux.

Actuellement, Estrées-sur-Noye ne dispose d'aucun document d'urbanisme.

D'un point de vue démographique, de 1975 à 1999, la population de la commune a évolué, passant de 184 habitants à 255 habitants. Depuis, l'évolution semble stagner.

Différents enjeux ont été identifiés sur la commune. Tout d'abord, la commune souhaite ouvrir de nouvelles parcelles à l'urbanisation. En effet, la commune étant située à proximité de la capitale amiénoise, les demandes d'urbanisation sur son territoire se justifient, présentant un attrait rural à proximité de la ville.

De plus, la commune souhaite définir précisément son urbanisation afin de protéger le captage d'eau potable qui alimente la commune.

Enfin, la mise en sécurité de la route départementale n° 7, axe de circulation accidentogène, reste une des préoccupations de la commune à laquelle il convient de répondre.

Les dispositions de la carte communale devront permettre d'organiser le développement de la commune tout en préservant les caractéristiques de son patrimoine naturel et architectural.

2 RÈGLES D'OCCUPATION DES SOLS

2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX D'URBANISME

Ces articles du code de l'urbanisme sont directement opposables à la carte communale, qui doit traduire localement chacun des principes énoncés.

2.1.1 ARTICLE L 110 DU CODE DE L'URBANISME

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

2.1.2 ARTICLE L 121-1 DU CODE DE L'URBANISME

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

- 1. L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;*

2. *La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;*
3. *Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».*

2.2 NORMES ET DOCUMENTS D'URBANISME DE VALEUR SUPÉRIEURE A LA CARTE COMMUNALE

La commune se trouve à moins de 15 kilomètres d'une agglomération de plus de 50.000 habitants et ne figure pas dans un périmètre de schéma de cohérence territoriale (SCOT) ou de schéma directeur opposable. Elle est donc soumise aux limitations d'ouverture à l'urbanisation prévues à l'article L 122-2 du Code de l'Urbanisme.

2.3 RÈGLES NATIONALES D'URBANISME D'ORDRE PUBLIC

Les documents graphiques de la carte communale doivent tenir compte des dispositions d'ordre public énoncées dans le code de l'urbanisme, qui seront systématiquement appliquées lors de l'instruction des demandes d'autorisation d'occuper le sol.

2.3.1 SÉCURITÉ, SALUBRITÉ

« Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation ou leurs dimensions, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique. Il en est de même si les constructions projetées, par leur implantation à proximité d'autres installations, leurs caractéristiques ou leur situation, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique » (Article R 111-2 du code de l'urbanisme).

2.3.2 DESSERTE ET ACCÈS DES TERRAINS

« Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de nature et de l'intensité du trafic.

La délivrance du permis de construire peut être subordonnée :

- a) A la réalisation d'installations propres à assurer le stationnement hors des voies publiques des véhicules correspondant aux besoins de l'immeuble à construire ;*
- b) A la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées au deuxième alinéa ci-dessus.*

Il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'État. L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'État, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface hors oeuvre nette, dans la limite d'un plafond de 50 % de la surface hors oeuvre nette existant avant le commencement des travaux.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre » (Article R 111-4 du code de l'urbanisme).

2.3.3 PROTECTION DES SITES ARCHÉOLOGIQUES ET DES ÉCOSYSTÈMES

« Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques » (Article R 111-3-2 du code de l'urbanisme).

« Le permis de construire est délivré dans le respect des préoccupations d'environnement définies à l'article 1er de la loi n. 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. Il peut n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions, par leur situation, leur destination ou leurs dimensions, sont de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement » (Article R 111-14-2 du code de l'urbanisme).

2.3.4 ASPECT DES CONSTRUCTIONS

« Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales » (Article R 111-21 du code de l'urbanisme).

2.4 SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

2.4.1 SERVITUDES RELATIVES À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE

2.4.1.1 Patrimoine naturel

Une servitude de type « AS1 » résultant de l'instauration de périmètres de protection (immédiate, rapprochée et éloignée) des eaux potables et minérales permet d'alimenter la commune en eau destinée à la consommation humaine (cf. arrêté préfectoral du 5 novembre 2001). Afin de garantir la protection de ce captage, il conviendra de vérifier dans l'arrêté préfectoral les modes d'occupation des sols autorisés dans les différents périmètres.

2.4.1.2 Patrimoine culturel

La commune n'est grevée d'aucune servitude relative à la conservation du patrimoine architectural. Cependant, le service départemental de l'architecture et du patrimoine a jugé utile de joindre un cahier de recommandations architecturales pour donner, à titre indicatif, les orientations dans ce domaine.

2.4.1.3 Patrimoine sportif

Sans objet.

2.4.2 SERVITUDES RELATIVES À L'UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET ÉQUIPEMENTS

2.4.2.1 Énergie

Sans objet.

2.4.2.2 Communications

Sans objet.

2.4.2.3 Télécommunications

La présence d'ouvrages souterrains (câbles et conduites enterrés) génère une servitude de type « PT3 » ; leur tracé est reporté sur le plan général des servitudes au 1/5000. La présence de ces ouvrages nécessite une servitude non aedificandi de 3 mètres à raison de 1,50 m de part et d'autre de l'axe de l'ouvrage lorsqu'ils sont posés en terrain privé.

2.4.2.4 Travaux géodésiques et cadastraux

Un point géodésique matérialisé par une borne en granit a été établi dans la propriété cadastrée ZD 13 au lieu dit « Derrière les haies ». Le château d'eau tient également lieu de point de repère (axe du réservoir).

2.4.3 SERVITUDES RELATIVES À LA DÉFENSE NATIONALE

Sans objet.

2.4.4 SERVITUDES RELATIVES À LA SALUBRITÉ ET À LA SÉCURITÉ PUBLIQUES

Sans objet.

3 DONNÉES SUSCEPTIBLES D'ORIENTER LES CHOIX DE LA COMMUNE

3.1 PATRIMOINE, ENVIRONNEMENT ET PAYSAGE

3.1.1 CONTRAINTES ARCHÉOLOGIQUES

La Direction Régionale des Affaires Culturelles de Picardie n'a pas répondu à ce jour, la localisation des contraintes archéologiques sera le cas échéant communiquée ultérieurement.

Il est toutefois précisé qu'en l'absence de prescription particulière, lorsque par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépultures anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique, sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objet ainsi que le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au Maire de la commune qui avise les services compétents.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions et vestiges à caractère immobilier découvert sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

3.1.2 CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES

Une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique relative au massif boisé du Roi et du Preux est présente sur la commune (ZNIEFF n° 415.0000 de 700 ha de type I-II).

Il convient de classer en espaces boisés à protéger les bois et forêts mentionnés aux articles L 311-1 et L 312-1 du code forestier (espaces boisés et haies remarquables ou caractéristiques). Il convient également d'identifier les espaces à boiser.

3.2 NUISANCES, RISQUES

3.2.1 ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS

La commune recense deux installations classées pour la protection de l'Environnement. L'une est soumise à autorisation préfectorale : il s'agit de l'exploitation agricole de Monsieur COCQUERELLE Olivier sise 4, rue du Faubourg, dont l'activité principale est l'élevage de volailles. Les distances d'éloignement minimales entre l'installation et les bâtiments occupés par des tiers ou fréquentés par le public devront être de **100 mètres**.

L'autre est soumise à déclaration préfectorale et concerne l'exploitation de Monsieur D'HALLUIN Laurent sise 25, rue de la Chaussée – pour l'élevage de porcs. Les distances d'éloignement entre l'installation et les bâtiments occupés par des tiers ou fréquentés par le public devront être d'au moins **100 mètres**.

Les risques et nuisances engendrées par ces exploitations doivent être pris en compte dans la carte communale en définissant des périmètres de protection à l'intérieur desquels aucune construction ne peut être édifiée.

3.2.2 EXPLOITATIONS AGRICOLES

Deux exploitations agricoles ont été relevées sur la commune (cf. paragraphe ci-dessus).

A l'occasion de l'étude de la carte communale, les sièges d'exploitations agricoles doivent être recensés de façon à prendre en compte les nuisances qui s'y rapportent et éviter l'extension de l'urbanisation dans leur direction (notion de réciprocité prévue par l'article R 111-2 du code de l'urbanisme).

D'une manière générale, il conviendra de limiter, voire interdire, les constructions à proximité de ces installations. Même si les distances minimales d'éloignement sont respectées, il conviendra de vérifier les éventuelles nuisances que pourraient subir les tiers en cas de vents dominants importants.

3.2.3 INONDATIONS

La commune ne figure pas dans le périmètre d'un Plan de Prévention du Risque Inondation.

3.2.4 ÉOLIENNES

Un projet de parc éolien est en cours d'étude par la Société NORDEX

Il est recommandé d'éviter ou de limiter l'urbanisation à proximité des éoliennes (périmètre de 500 m), pour des raisons de sécurité et de nuisances. Dans l'hypothèse d'une extension des zones urbanisables vers le parc éolien, il paraît nécessaire de réaliser une étude d'impact sonore préalable.

3.3 VOIRIE, RÉSEAUX DIVERS

3.3.1 REMARQUES GÉNÉRALES

Le classement des terrains en zone U implique qu'ils soient desservis par des réseaux ou que la commune les réalise. (cf. article R 123-5 du code de l'urbanisme). Dans ces zones, les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation doivent permettre d'admettre immédiatement les constructions. En conséquence, il conviendra de limiter l'extension de l'urbanisation dans les secteurs où ces conditions ne sont pas remplies.

Afin de faciliter les déplacements des personnes handicapées, les traitements des espaces publics qui seront définis dans la carte communale devront respecter les normes d'accessibilité. A ce titre, une plaquette d'information est jointe en annexe.

3.3.2 ASSAINISSEMENT

Le schéma d'assainissement a été réalisé sur la commune. Le conseil municipal a opté pour l'assainissement individuel (délibération du 10 mai 2000).

3.3.3 EAU POTABLE

Un captage situé sur le territoire de la commune permet d'alimenter ses sujets en eau potable (cf. arrêté préfectoral du 5 novembre 2001). Il conviendra de consulter l'arrêté préfectoral afin de vérifier les modes d'occupation du sol autorisés dans les différents périmètres instaurés. En effet, il est primordial d'assurer une protection de ce captage pour le préserver.

3.3.4 LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les prescriptions émises le 5 août 2003 par le Service Départemental d'Incendie et de Secours devront être strictement respectées. Il s'agit notamment des normes à respecter en terme d'accès aux établissements (largeur, hauteur, pente de chaussées, rayon de braquage intérieur, force portante).

Les observations concernent également les prescriptions à respecter en terme de défense incendie. La défense incendie ne semble pas suffisamment assurée dans la commune. Il conviendra de remédier à ce problème par différentes solutions. En effet, pour assurer la défense incendie, la commune doit se doter d'un réseau de distribution d'eau assorti de poteaux ou bouches d'incendie de 100 mm normalisés à proximité de tout risque moyen, ou disposer d'un aménagement de points d'eau naturels ou encore créer des réserves d'eau artificielles.

Dans ces deux derniers cas, il conviendra de :

- créer une aire d'aspiration de 32 m² minimum (4 x 8 m),
- de vérifier la résistance au sol de la voie conduisant à cette aire permettant le passage d'un engin de 13 tonnes,
- veiller à l'accessibilité de l'aire d'aspiration,
- vérifier que la hauteur d'aspiration est toujours inférieure à 6 m,
- s'assurer que le volume est toujours de 120 m³ minimum,
- veiller au nettoyage régulier de cette réserve d'eau.

Pour les établissements à risques élevés, ces exigences peuvent être augmentées.

Conformément aux dispositions du règlement de mise en œuvre opérationnelle du Service Départemental d'Incendie et de Secours du 6 décembre 1985, la commune veillera à faire implanter les points d'eau permettant la défense incendie au fur et à mesure de l'évolution de l'urbanisation et des implantations industrielles.

3.3.5 ÉLECTRICITÉ

EDF/GDF souhaite que soit intégrée au règlement la possibilité d'implanter les postes de transformations électriques à l'alignement des voies existantes ou à créer, et à Gaz de France de permettre l'implantation de poste de détente à l'alignement des voies existantes ou à créer.

3.3.6 TÉLÉCOMMUNICATIONS

Dans un souci esthétique et d'insertion dans le site, les nouveaux lotissements pourront être équipés de réseaux de câbles souterrains de distribution de la télévision et de la radiodiffusion en F.M.

3.3.7 EMPLACEMENTS RÉSERVÉS :

Sans objet.

3.4 HABITAT

A Estrées-sur-Noye, les habitants sont principalement propriétaires (85,56 % en 1999) puis locataires de logements vides non HLM (14,44 %). Il s'agit essentiellement de résidences pavillonnaires.

De 1992 à 2003, 11 logements individuels et 11 logements collectifs ont été autorisés dans la commune. Depuis 2002, la courbe d'évolution des logements autorisés décroît, ce qui peut dénoter une certaine pression foncière.

En général, les logements de la commune ont un niveau de confort très correct :

- 30 % des logements sont de niveau 4 (logements équipés de douche ou baignoire, WC intérieur, sans chauffage central),
- 64 % sont de niveau 5 (logements équipés de douche ou baignoire, WC intérieur, chauffage central)

6 % des logements ont encore un confort sommaire qu'il conviendrait d'améliorer.

Enfin, la commune n'est pourvue d'aucun logement social. La communauté de communes « Sud Amiénois » dont elle dépend a, quant à elle, 5 logements sociaux.

Les données de l'observatoire habitat de la DDE figurent en annexe au présent document.

3.5 DÉPLACEMENTS

3.5.1 INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

La commune est desservie par des voies communales et par la route départementale n° 7.

Aucun grand projet routier n'est à l'étude sur cette commune.

3.5.2 SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Deux accidents de la circulation ont été recensés dans la commune, sur la RD 7 (PR 10+800 et 10+863), de 1998 à 2002.

Le premier accident s'est produit le 9 janvier 1999 à 19h30, en agglomération, par temps couvert et chaussée mouillée, impliquant deux véhicules légers. Il a occasionné deux blessés légers.

Le second accident s'est produit le 13 juillet 1999 à 17h00, en agglomération, par temps sec impliquant un véhicule léger et un cycliste. Il occasionné un tué (cycliste).

La commune d'Estrées-sur-Noye n'est pas concernée par une voie classée « voies bruyantes » par arrêté préfectoral du 29 novembre 1999.

3.5.3 AUTRES INFRASTRUCTURES

Sans objet.

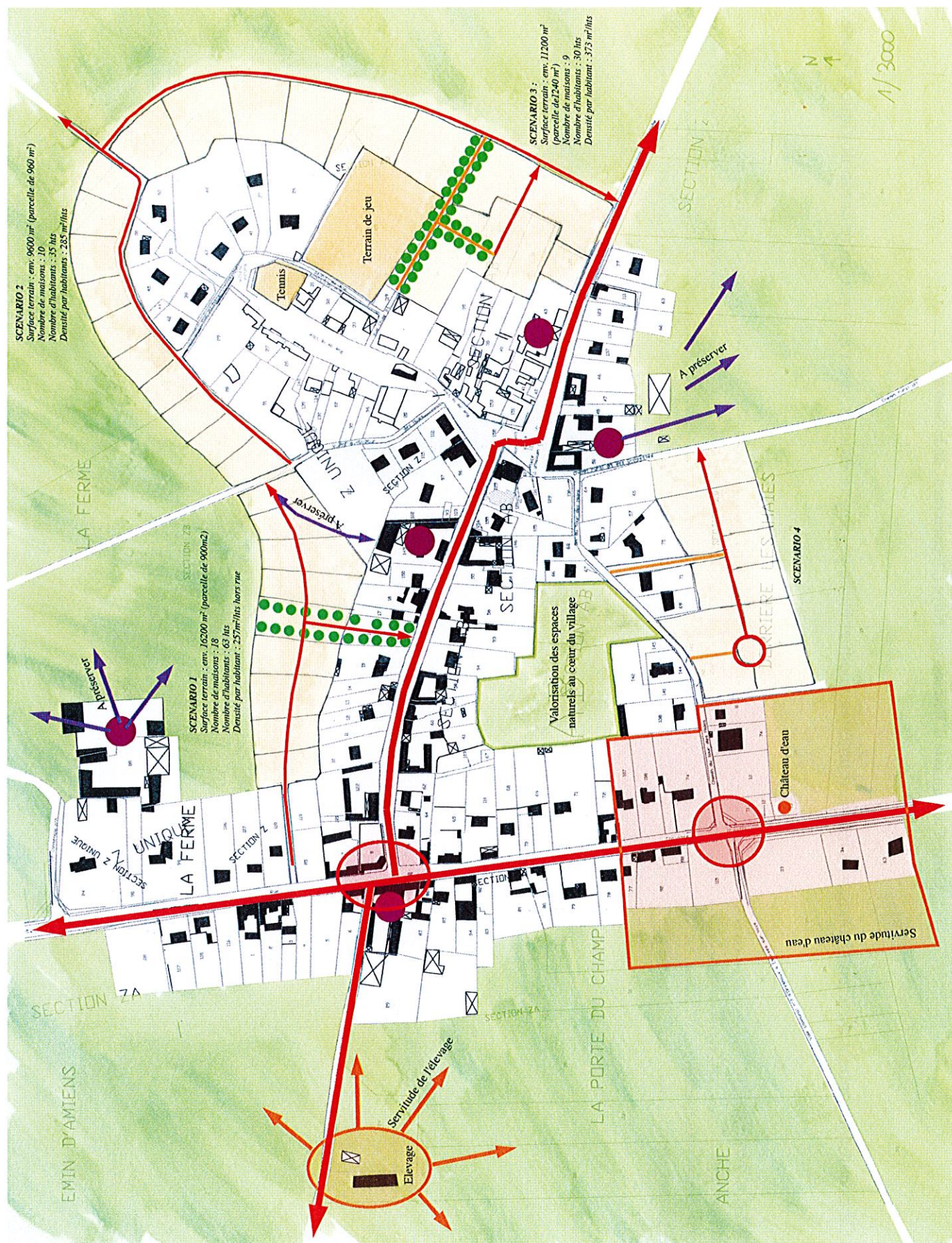
4 ANNEXES

- Article L.121-1 du Code de l'Urbanisme.
- Annexe relative à la présentation du volet « entrée de ville »
- Annexe rappelant les servitudes pouvant figurer sur les documents graphiques des plans locaux d'urbanisme
- Carte localisant les accidents recensés sur la commune entre 1998 et 2002
- Circulaire n° 99-63/UC/DU/19 du 10 septembre 1999 relative aux incidences des dispositions de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole sur le droit de l'urbanisme (réciprocité des zones d'isolement des bâtiments d'élevage, consultation obligatoire de la chambre d'agriculture pour toute réduction des espaces agricoles ou forestiers).
- Courrier de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours rappelant les règles à respecter pour permettre d'assurer la sécurité en cas de sinistres.
- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 et l'arrêté du 30 mai 1996 relatifs au classement des infrastructures de transports terrestres et les fiches d'information intitulées « Lutte contre le bruit » et « Bruit de circulation - Comment isoler votre logement ? »
- Plaquette d'information relative aux règles et normes d'accessibilité.

Ce document contient différents zonages, scenarii d'aménagement et étude paysagère étudiés, présentés par ordre chronologique d'étude.


1. Scenarii d'aménagement.....	2
2. Plan de zonage.....	3
3. Scenarii d'aménagement.....	4
4. Etude paysagère.....	8

Carte Commune d'Estrées-sur-Noye (Département de la Somme)

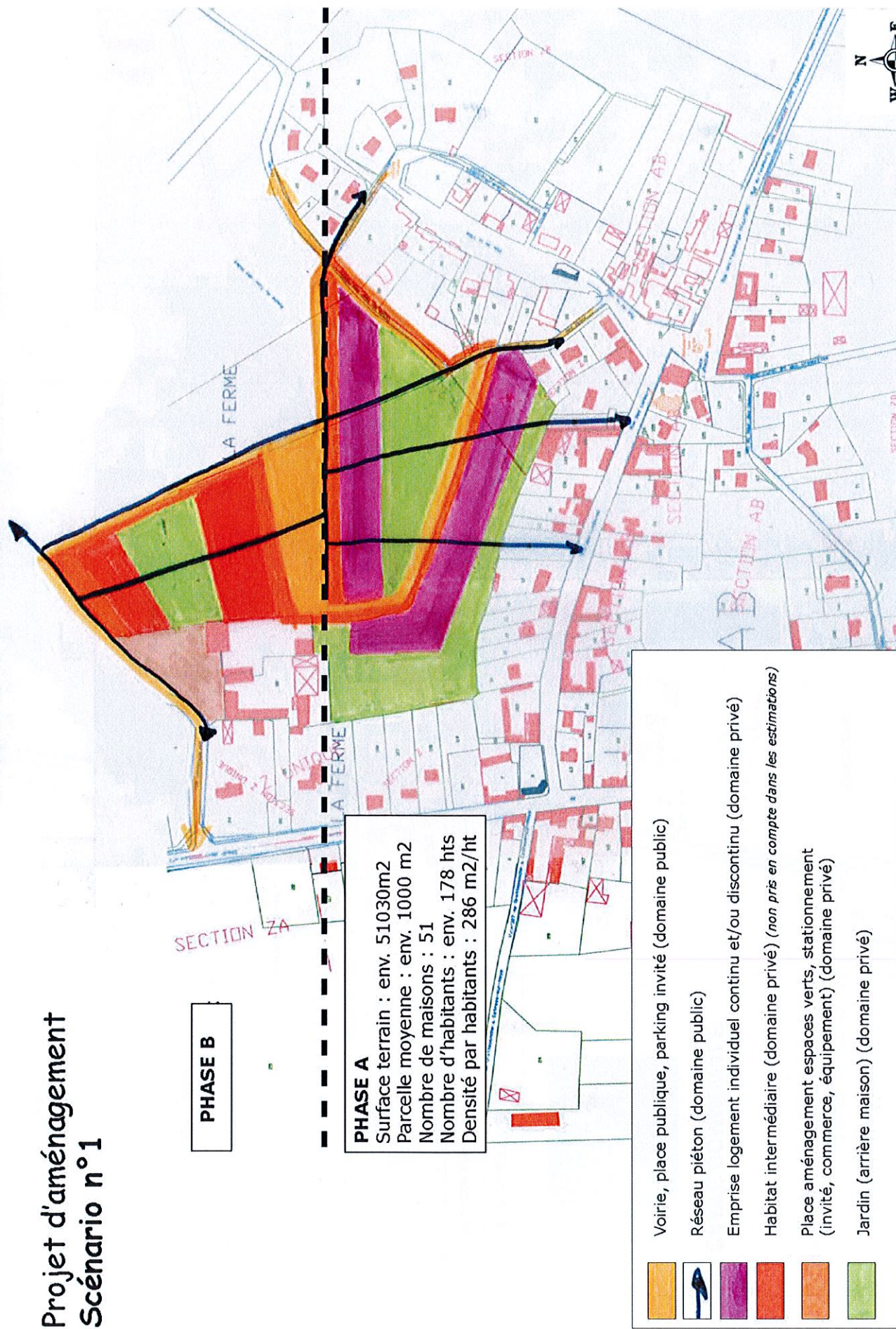


Carte Communale d'Estrées-sur-Noye (Département de la Somme)



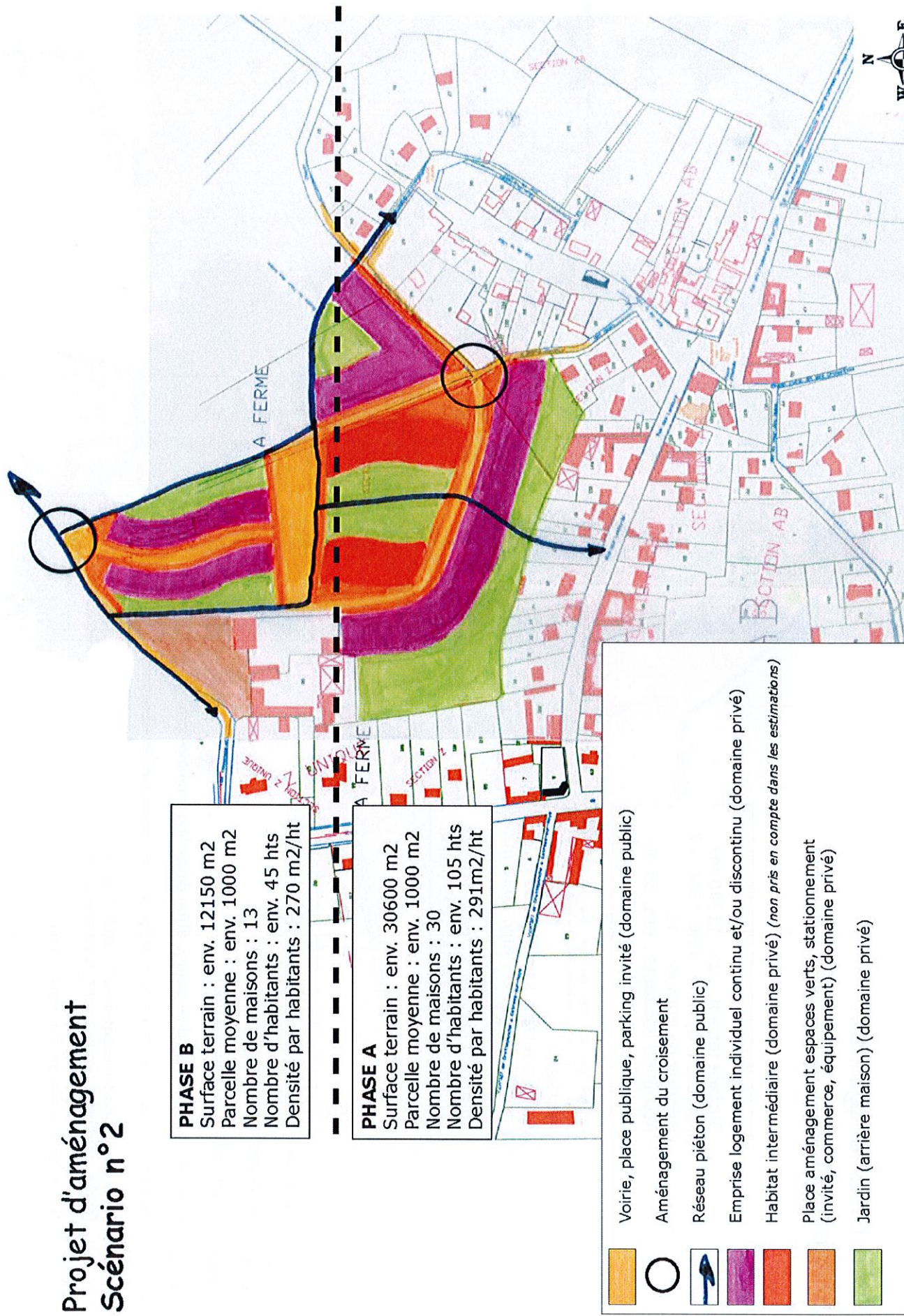
<i>Estrée-sur-Noye</i>	
Département de la Somme	
<p>CARTE COMMUNALE</p> 	
<i>PLAN DE ZONAGE</i>	4
Document provisoire	 <p> <small> GROUPE GEDVISION - 12 rue de Villeneuve - 46300 SEVIGNES - Tél : 03 44 53 82 40 - Fax : 03 44 53 82 55 </small> </p>

Projet d'aménagement Scénario n°1



Source : Cadastre / Echelle 1/3000ème

Projet d'aménagement Scénario n°2



Source : Cadastre / Echelle 1/3000ème

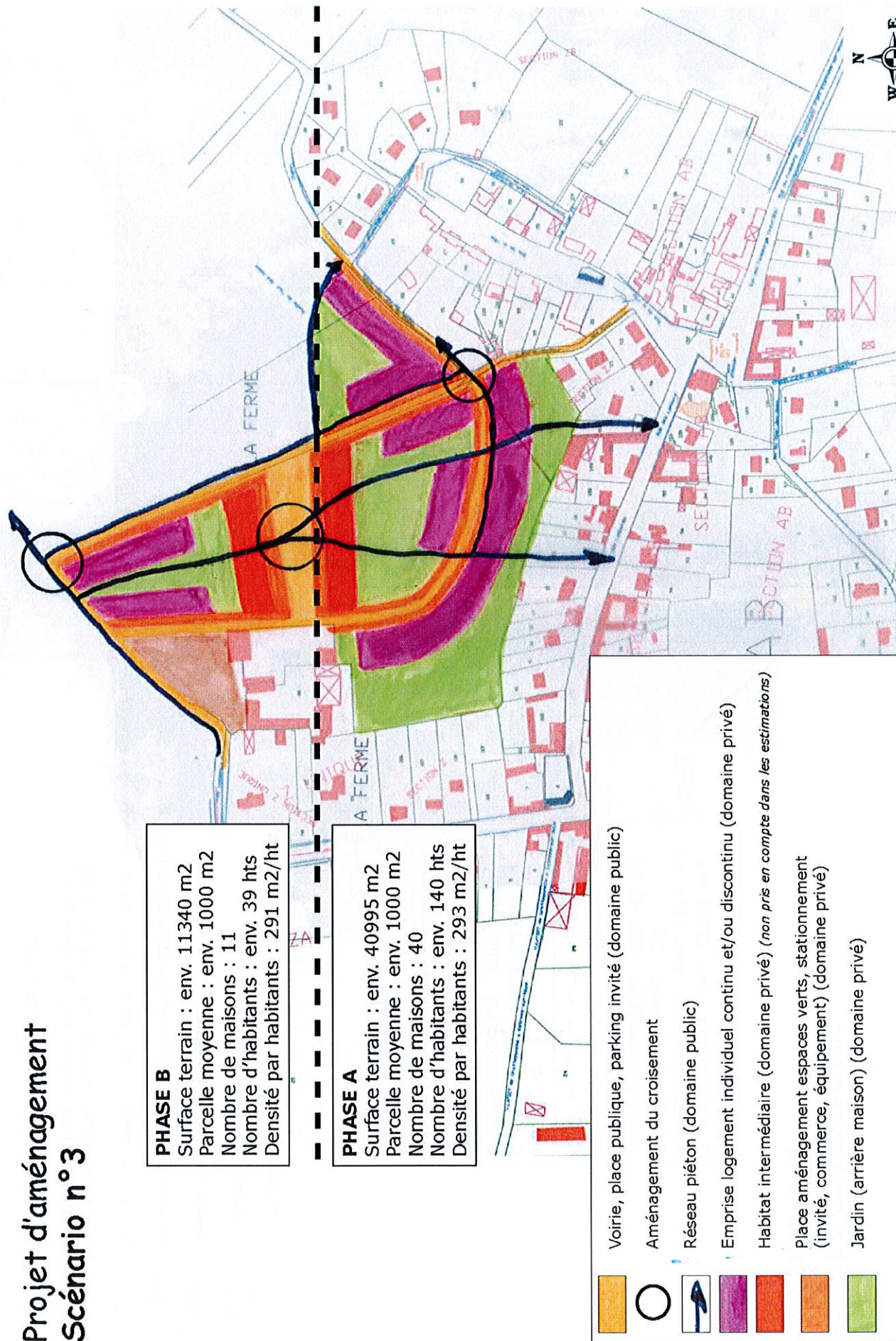
Projet d'aménagement Scénario n°3

PHASE B

Surface terrain : env. 11340 m²
Parcelle moyenne : env. 1000 m²
Nombre de maisons : 11
Nombre d'habitants : env. 39 hts
Densité par habitants : 291 m²/ht

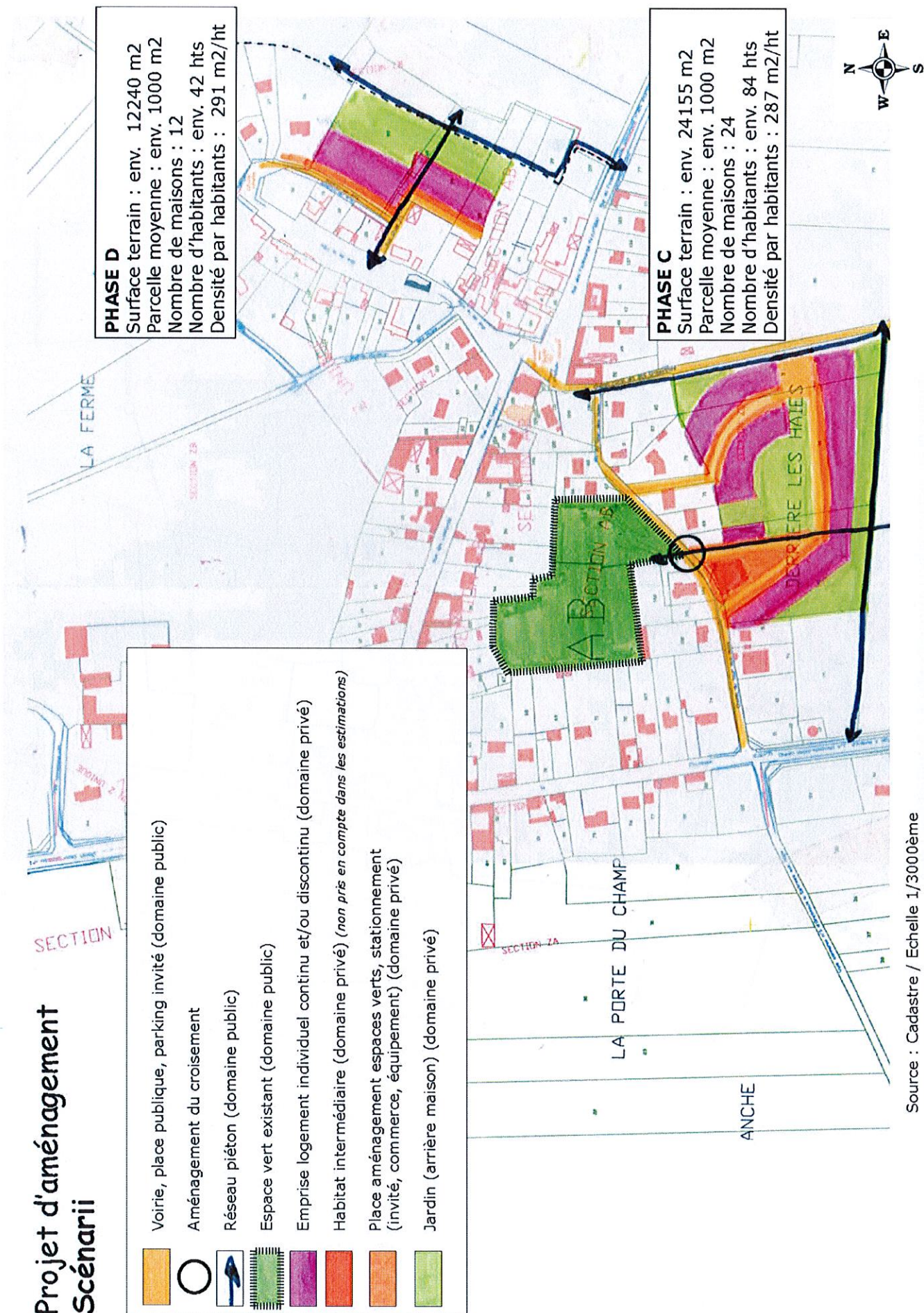
PHASE A

Surface terrain : env. 40995 m²
Parcelle moyenne : env. 1000 m²
Nombre de maisons : 40
Nombre d'habitants : env. 140 hts
Densité par habitants : 293 m²/ht



PHASE A & B

Projet d'aménagement Scénarii

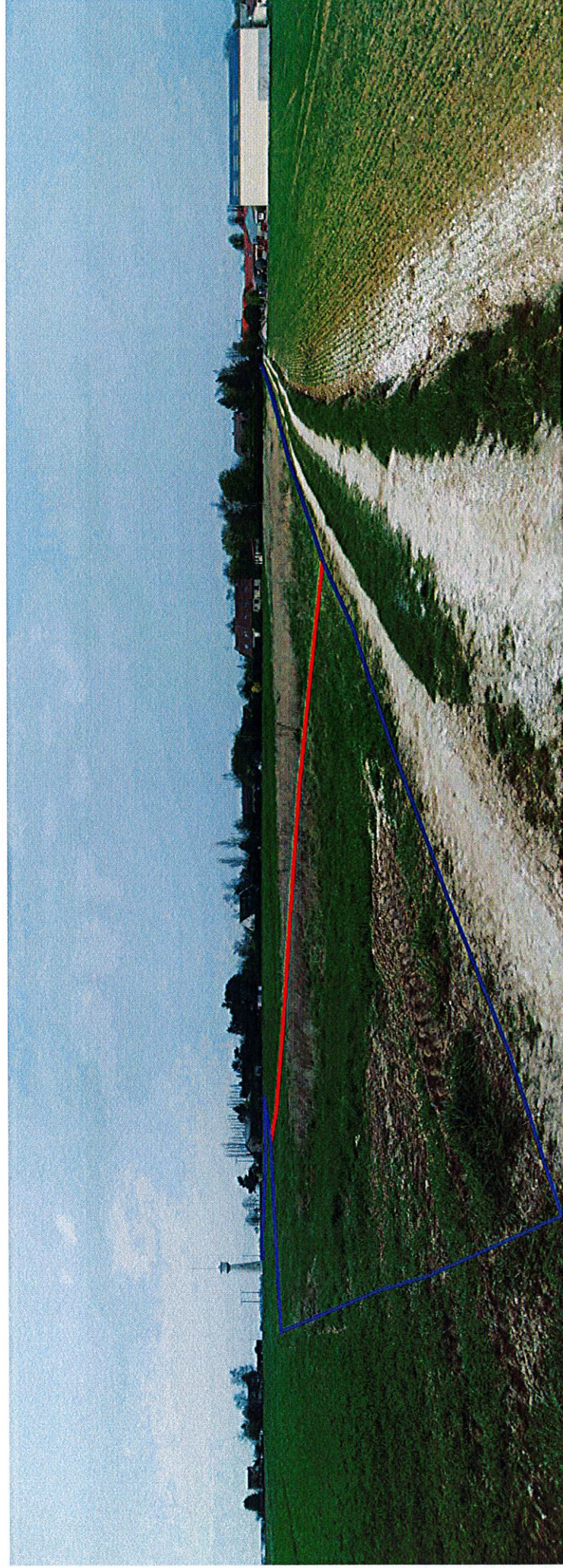


Carte Communale d'Estrées-sur-Noye (Département de la Somme)



Plan de zonage

« DERRIERE LES HAIES »



Panorama n°1



Panorama n°2

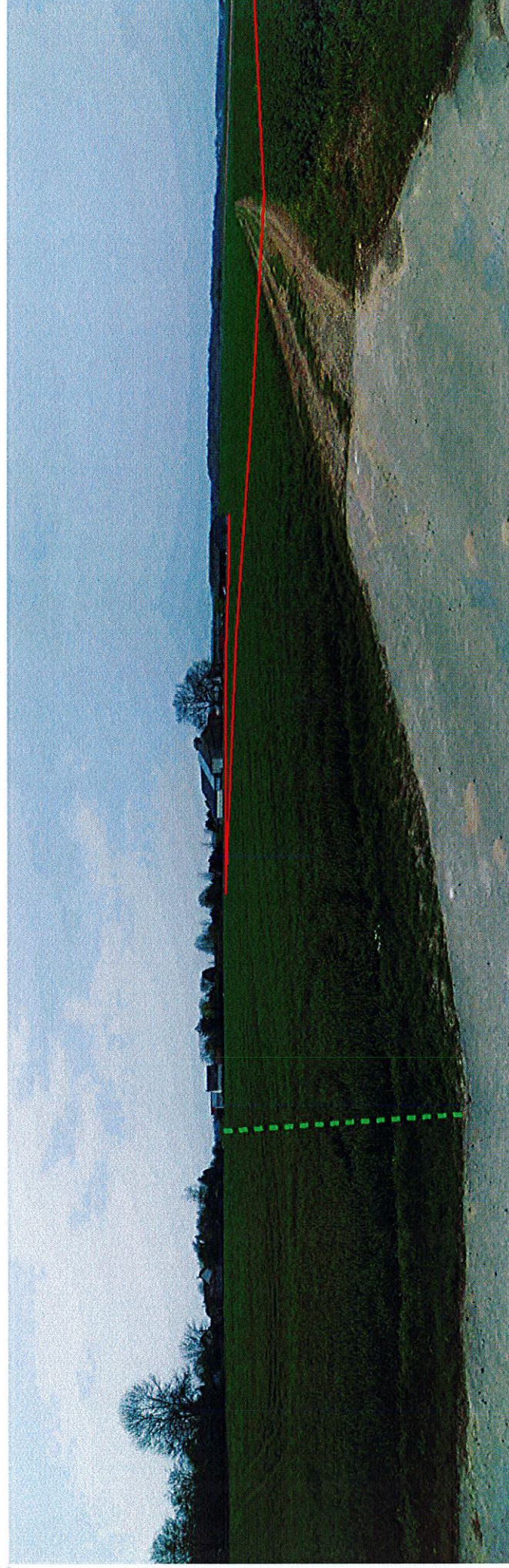


Panorama n°3

« LA FERME »



Panorama n°4



Panorama n°5